

Malgré les embûches, Bernardo Arévalo finalement investi président du Guatemala

ÉCRIT PAR LECOURRIERDEGUADELOUPE.COM / LA RÉDACTION AVEC AFP

15 janvier 2024



Bernardo Arévalo a tenu bon. Malgré les multiples embûches semées par une élite politique et économique considérée comme corrompue, le dirigeant social-démocrate a été investi à la tête du Guatemala dans la nuit de dimanche à lundi, mettant cependant en garde contre les “immenses défis” à venir.

“Ce jour marque le début de quatre années d’un mandat qui sera certainement marqué par un certain nombre d’obstacles, dont beaucoup ne sont pas prévisibles à l’heure actuelle”, a-t-il admis. “D’immenses défis nous attendent”, a-t-il averti.

Depuis sa victoire surprise en août, l'ex-diplomate et sociologue de 65 ans a fait face à de nombreux obstacles dans un pays rongé par la corruption.

Le parquet a multiplié les recours judiciaires (annulation des élections, suspension de son parti politique, levée de son immunité d'élu), vertement dénoncés par les États-Unis, l'Union européenne, l'ONU et l'Organisation des États américains (OEA).

Son investiture a même été retardée de plus de neuf heures par les débats menés au Parlement par les députés de droite alliés du président sortant Alejandro Giammattei.

Ce retard, qui a fait monter la tension, a même poussé les dirigeants internationaux présents, dont les présidents chiliens Gabriel Boric et colombien Gustavo Petro ou le chef de la diplomatie de l'Union européenne Josep Borrell, à appeler dans un communiqué "le Parlement à se conformer à son mandat constitutionnel pour remettre le pouvoir comme l'exige la Constitution".

Finalement, la nouvelle Assemblée a porté à la tête du Parlement monocaméral un membre du camp présidentiel, pourtant minoritaire avec 23 députés sur 160, Samuel Pérez, 31 ans. Une première victoire éclatante pour le camp Arévalo qui a été ceint de l'écharpe bicolore peu après au Théâtre national. Son arrivée a été précédée des cris de ses soutiens: "*Oui, c'était possible!*"

| "Préservation d'un État de droit"

"Nous ne permettrons pas que nos institutions se plient à nouveau à la corruption et à l'impunité", a souligné le président dans son premier discours.

“Ces derniers mois, nous avons été confrontés à des tensions et à des défis complexes qui ont conduit beaucoup à penser que nous étions destinés à un repli autoritaire”, a-t-il déclaré, remerciant “les nations amies” : “Votre appui a été fondamental dans la défense des institutions démocratiques et la préservation d’un État de droit”.

Le président américain Joe Biden l’a félicité dans un communiqué lundi, qualifiant son investiture de “témoignage de notre engagement commun en faveur de la démocratie et de la volonté du peuple”.

Monsieur Arévalo a également tenu à remercier la jeunesse “qui n’a pas perdu l’espérance” et les familles “qui ont cru à un futur différent”.

Il a fixé “l’éducation, la santé, le développement et l’environnement” comme priorités de son gouvernement qui comprend “le plus grand nombre de femmes dans l’histoire”: sept sur 14 ministres.

“Aujourd’hui, comme nation, nous sommes en train de faire l’histoire”, a-t-il lancé, estimant que le pays a “une dette historique envers les peuples indigènes”, qui représentent plus de 42% des 17,6 millions de Guatémaltèques.

“Il ne peut y avoir de démocratie sans justice sociale, ni de justice sociale sans démocratie”, a-t-il dit sous les hourras.

“Pacte mafieux”

Fils du réformateur Juan José Arévalo, premier président démocratiquement élu du Guatemala en 1945 après des décennies de dictature, Bernardo Arévalo n’a eu de cesse de dénoncer un “lent coup d’État” visant à contrecarrer le résultat des urnes.

Il succède au conservateur Alejandro Giammattei, pointé du doigt pour avoir soutenu la procureure générale Consuelo Porras, qui a dirigé l'offensive judiciaire contre Monsieur Arévalo aux côtés du procureur Rafael Curruchiche et du juge Fredy Orellana. Tous trois figurent sur une liste de personnes corrompues établie par les États-Unis.

Monsieur Arévalo a annoncé qu'il allait *"convoquer (Madame Porras) pour demander sa démission"* car *"les conditions politiques dans lesquelles elle se sentait libre d'agir"* auront *"disparu"*.

Sous le mandat de Monsieur Giammattei, plusieurs procureurs luttant contre la corruption, profondément enracinée au sein du gouvernement et des institutions, ont été arrêtés ou contraints à l'exil. Défenseurs des droits humains et journalistes critiques ont également été inquiétés.

Les défis auxquels le polyglotte joueur d'échecs et amateur de jazz devra faire face au cours des quatre prochaines années ne seront pas moins éreintants que les mois passés depuis son élection.

"Il fera l'objet d'un harcèlement permanent. Son plus grand défi est de répondre au désir du peuple : ne pas être gouverné par le pacte mafieux. Il doit le démanteler pour pouvoir gouverner", a indiqué à l'AFP l'analyste Manfredo Marroquin.

Il a cependant prévenu *"qu'au moindre faux pas, ils voudront lever son immunité... et le destituer"*.